

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00405

Numéro SIREN : 878 681 550

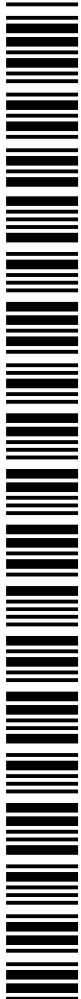
Nom ou dénomination : Pure Finance Company

Ce dépôt a été enregistré le 15/01/2020 sous le numéro de dépôt A2020/001921

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/001921

Dénomination : Pure Finance Company
Adresse : 94 Quai Charles de Gaulle 69006 LYON
N° de gestion : 2020B00405
N° d'identification : 878681550
N° de dépôt : A2020/001921
Date du dépôt : 15/01/2020
Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale du 28/11/2019 AG



5409097



5409097

Pure Finance Company
Société par actions simplifiée au capital de 1 euro
Siège social : 28 rue Bayard - 75008 Paris
878 681 550 R.C.S. Paris
(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 28 NOVEMBRE 2019**

Myriam RUTAIL
Agente administrative
des Finances Publiques

Le 28 novembre 2019,

La soussignée :

Valeur et Finance Company, une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 94 quai Charles de Gaulle – 69006 Paris Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 878 430 222 (en cours de transfert au RCS de Lyon), elle-même représentée par Madame Dora d'Ambrosio,

agissant en qualité de seul associé de la Société, titulaire de l'unique action composant le capital social de la Société (l'« Associé Unique »),

(i) des documents suivants :

- -----
- du rapport d'Exelmans Audit et Conseil, désigné en qualité de commissaire chargé de vérifier l'actif et le passif de la Société par décision de l'Associé Unique en date du 6 novembre 2019 en application de l'article L. 228-39 du Code de commerce ;
- du projet de traité d'apport entre la Société et l'Associé Unique afférent à l'apport des titres des sociétés Valofi, Pure Gestion, Hub Etudiants, Studio for City, Les Derniers seront les Premiers, Connected Company, Cinq sur Cinq et MaxCover à la Société ;
- du rapport d'Exelmans Audit et Conseil, désigné en qualité de commissaire aux apports par décision de l'Associé Unique en date du 6 novembre 2019 en application de l'article L. 225-147 du Code de commerce, relatif au projet d'apport des titres des Sociétés Cibles (tel que ce terme est défini ci-dessous) à la Société et du récépissé de dépôt dudit rapport délivré par le greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- -----
- de la lettre de démission du président ;
- du projet de contrat de mandat avec le nouveau président ;
- du rapport du président ;
- du texte des décisions ; et
- d'un exemplaire des statuts en vigueur et des Nouveaux Statuts figurant en Annexe A du présent procès-verbal

(ii) de l'ordre du jour ci-après reproduit :

1. _____
2. approbation de l'apport des titres des Sociétés Cibles, de son évaluation et de sa rémunération (l'« **Apport** ») ;
3. augmentation de capital d'un montant de 27.411.984 euros par émission de 27.411.984 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale en rémunération de l'Apport ;
4. constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de 27.411.984 par émission de 27.411.984 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale en rémunération de l'Apport ;
5. constatation de la réalisation définitive de l'Apport ;
6. augmentation de capital d'un montant de 200.000 euros par émission de 200.000 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ;
7. modification subséquente de l'article 6 (« *Apports - Capital social* ») des statuts ;
8. _____
9. _____
10. _____
11. _____
12. _____
13. _____
14. _____
15. transfert du siège social et modification subséquente de l'article 4 (« *Siège social* ») des statuts ;
16. refonte globale des statuts ;
17. démission du président et nomination d'un nouveau président, détermination de ses pouvoirs et fixation de sa rémunération ;
18. pouvoirs pour les formalités légales ;

a pris les décisions suivantes conformément à l'article 15 des statuts de la Société les (« **Statuts** ») et en se faisant (i) considère avoir reçu l'ensemble des informations dont l'importance est déterminante, au sens de l'article 1112-1 du Code civil, aux fins de la conclusion par la Société des documents susvisés et (ii) renonce purement et simplement aux délais statutaires de remise des documents susvisés avant la prise de décisions tels que prévus aux statuts de la Société, renonce, en tant que de besoin, et de manière irrévocable à se prévaloir d'une quelconque nullité ou préjudice au titre de la communication desdits documents et considère être dûment informé afin d'adopter les décisions et résolutions ci-dessous ; étant précisé que le commissaire aux comptes de la Société a été informé des présentes décisions.

DEUXIEME DECISION

(Approbation de l'apport des titres des Sociétés Cibles à la Société, de son évaluation et de sa rémunération)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du commissaire aux apports établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce et du récépissé de dépôt du rapport du commissaire aux apports, délivré par greffe du Tribunal de commerce de Paris ; et
- du traité d'apport en nature en date de ce jour (le « **Traité d'Apport** »), aux termes duquel Valeur et Finance Company apporte à la Société une partie des titres des Sociétés Cibles, dans les proportions visées en Annexe B (l'« **Apport** »),

sur la base d'une valorisation d'environ :

- (i) trente et un euros et trente-deux centimes (31,32 €) par action de Valofi ;
- (ii) trente-cinq mille six cent cinq euros et vingt-sept centimes (35.605,27 €) par action de Pure Gestion ;
- (iii) un euro (1 €) par action de Hub Etudiants ;
- (iv) quatre cent trente-six euros et soixante-deux centimes (436,62 €) par action de Les Derniers Seront Les Premiers ;
- (v) quatre-vingt euros (80 €) par action de Maxcover ;
- (vi) trois cents euros (300 €) par action de Connected Company ;
- (vii) deux cents euros (200 €) par action de Studio For City ; et
- (viii) dix euros (10 €) par action de Cinq Sur Cinq,

soit une valeur globale de vingt-sept millions quatre cent trente-et-un mille soixante-six euros et quatre centimes (27.431.066,04 €), rémunérée par (i) l'attribution de 27.411.984 actions ordinaires de la Société d'un (1) euro de valeur nominale et (ii) le versement d'une soulte de dix-neuf mille quatre-vingt-deux euros et quatre centimes (19.082,04 €).

approuve l'Apport aux conditions stipulées au Traité d'Apport, son évaluation pour un montant global de vingt-sept millions quatre cent onze mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et soixante-trois centimes (27.411.992,63 €) et sa rémunération.

TROISIEME DECISION

(Augmentation de capital d'un montant de 27.411.984 euros par émission de 27.411.984 actions ordinaires nouvelles d'un (1) euro de valeur nominale en rémunération de l'Apport)

L'Associé Unique, en conséquence de l'adoption de la précédente décision, décide d'augmenter le capital social d'un montant de 27.411.984 euros, par émission de 27.411.984 actions ordinaires nouvelles de la Société d'un euro de valeur nominale, qui seront attribuées en totalité à Valeur et Finance Company en rémunération de l'Apport.

Les 27.411.984 actions ordinaires nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des Statuts, assimilées aux actions ordinaires anciennes et jouiront des mêmes droits à l'issue des présentes décisions.

Le montant de la soulte, soit la somme de 19.082,04 euros, sera versé à l'apporteur.

QUATRIEME DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de 27.411.984 euros par émission de 27.411.984 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale en rémunération de l'Apport)

L'Associé Unique, comme conséquence de l'adoption des deuxième et troisième décisions des présentes, constate que l'augmentation de capital d'un montant de 27.411.984 euros, par émission de 27.411.984 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale, décidée à la troisième décision des présentes est définitivement réalisée.

CINQUIEME DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de l'Apport)

L'Associé Unique, comme conséquence de l'adoption de la quatrième décision des présentes, constate que l'Apport est définitivement réalisé.

SIXIEME DECISION

(Augmentation de capital d'un montant de 200.000 euros par émission de 200.000 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces)

L'Associé Unique, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré et pris connaissance du rapport du président, décide d'augmenter le capital social d'un montant de deux cent mille euros (200.000 €) par émission de deux cent mille (200.000) actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale, à libérer intégralement en numéraire par versement d'espèces lors de la souscription.

L'Associé Unique décide à cet effet de souscrire la totalité des 200.000 actions ordinaires nouvelles et de libérer intégralement sa souscription par versement d'espèces.

Ces deux cent mille (200.000) actions nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des Statuts.

Ces actions seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'augmentation de capital, constatée par le certificat du dépositaire, et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues par les Statuts.

Les fonds, versés en espèces à l'appui de la souscription, seront déposés dans les délais prévus par la loi, dans un compte bancaire bloqué, ouvert au nom de la Société, au titre de l'augmentation de capital, dans les livres de la banque CIC.

L'Associé Unique décide que la réalisation de l'augmentation de capital sera suffisamment constatée par le certificat du dépositaire, établi conformément aux dispositions de l'article R. 225-134 du Code de commerce, et qu'en conséquence aucune autre décision ne sera nécessaire et délègue au président tous pouvoirs à l'effet de :

- recueillir la souscription aux actions ordinaires nouvelles et recevoir le versement y afférent,
- obtenir du dépositaire des fonds, le certificat attestant de la libération de l'augmentation de capital,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital, et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

SEPTIEME DECISION

(Modification subséquente de l'article 6 (« Apports - Capital social ») des statuts)

L'Associé Unique, décide, suite à l'adoption des décisions qui précèdent, de modifier comme suit les dispositions de l'article 6 (« Apports - Capital social ») des statuts :

« Article 6 - Capital social

6.1 - Apports

Ajout du paragraphe suivant :

Par décisions de l'associé unique en date du 28 novembre 2019, le capital social a été augmenté :

- d'un montant de 27.411.984 euros par émission de 27.411.984 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, en rémunération d'apports en nature ; et
- d'un montant de 200.000 euros par émission de 200.000 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, intégralement souscrites et libérées par versement d'espèces.

6.2 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de vingt-sept millions six cent onze mille neuf cent quatre-vingt-cinq (27.611.985) euros, divisé en vingt-sept millions six cent onze mille neuf cent quatre-vingt-cinq (27.611.985) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, intégralement libérées. »

QUINZIEME DECISION

(Transfert du siège social et modification subséquente de l'article 4 (« Siège social ») des Statuts)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du président, décide de transférer, à compter de ce jour, le siège social de la Société du 28 rue Bayard - 75008 Paris au 94 quai Charles de Gaulle - 69006 Lyon.

En conséquence, de ce qui précède, l'Associé Unique décide de modifier comme suit l'article 4 (« Siège social ») des Statuts de la Société :

« Article 4 - Siège social

Le siège social est situé au 94 quai Charles de Gaulle - 69006 Lyon.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du président, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend. »

SEIZIEME DECISION

(Refonte globale des Statuts)

L'Associé Unique après avoir pris connaissance du rapport du président, décide de procéder à la refonte globale des Statuts.

En conséquence, l'Associé Unique approuve, article par article, puis dans son ensemble le texte des Nouveaux Statuts de la Société dont un original restera annexé au procès-verbal des présentes décisions, en Annexe A.

L'Associé Unique prend acte que :

- la forme, la dénomination sociale, la durée de la Société, son objet, son siège social (tel que modifié à la quinzième décision des présentes), son capital social (tel que modifié à la septième décision des présentes) et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social ne sont pas modifiés ;
- qu'aux termes des Nouveaux Statuts, la Société sera dirigée par un président, assisté, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux et un ou plusieurs directeurs généraux délégués.

DIX-SEPTIEME DECISION

(Démission du président et nomination d'un nouveau président, détermination de ses pouvoirs et fixation de sa rémunération)

L'Associé Unique après avoir pris connaissance de la lettre de démission de Monsieur Eric Bismuth de son mandat de président de la Société avec effet ce jour, prend acte de cette démission avec effet immédiat et lui donne quitus de sa gestion.

L'Associé Unique décide qu'il assumera à compter de ce jour les fonctions de président de la Société pour une durée illimitée.

L'Associé Unique prend acte qu'en sa qualité de président de la Société, il aura les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances dans l'intérêt de la Société sous réserve des limitations découlant de mesures ou dispositions internes au groupe.

Valeur et Finance Company préalablement pressentie a déclaré accepter ses fonctions et n'être sujet à aucune interdiction ou incompatibilité susceptible de lui en interdire l'exercice.

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du projet de contrat de mandat social à conclure entre la Société et l'Associé Unique pour l'exercice de son mandat de président de la Société et comprenant

notamment la rémunération du président, et après avoir pris acte que la conclusion de contrat de mandat social est dans l'intérêt social de la Société ;

(i) approuve les termes du contrat de mandat social et l'ensemble des engagements et obligations en résultant pour la Société, (ii) autorise la mise en place et la conclusion du contrat de mandat social par la Société.

DIX-HUITIEME DECISION

(Pouvoir pour les formalités légales)

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale.

* *

*

Pour extrait certifié conforme

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Dora d'Ambrosio', written over a horizontal line.

Le Président

Valeur et Finance Company
représentée par Madame Dora d'Ambrosio

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/001921

Dénomination : Pure Finance Company
Adresse : 94 Quai Charles de Gaulle 69006 LYON
N° de gestion : 2020B00405
N° d'identification : 878681550
N° de dépôt : A2020/001921
Date du dépôt : 15/01/2020
Pièce : Liste des sièges sociaux antérieurs du 28/11/2019 LSSA



5409098



5409098

Pure Finance Company
Société par actions simplifiée au capital de 27.611.985 euros
Siège social : 94 quai Charles de Gaulle – 69006 Lyon
878 681 550 R.C.S. Paris

(en cours de transfert au R.C.S de Lyon)

(la « Société »)

-ooOoo-

ETAT DES SIEGES SOCIAUX SUCCESSIFS
(Article R. 123-110 du Code de commerce)

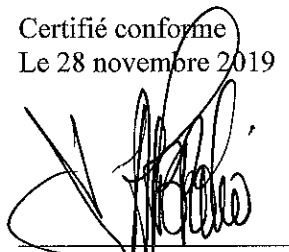
Depuis sa constitution, soit le 4 novembre 2019 jusqu'au 28 novembre 2019

- 28 rue Bayard – 75008 Paris

A compter du 28 novembre 2019

- 94 quai Charles de Gaulle – 69006 Lyon

Certifié conforme
Le 28 novembre 2019

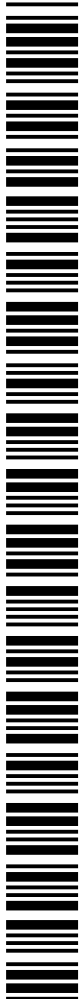


Le Président
Valeur et Finance Company
Par Madame Dora d'Ambrosio

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/001921

Dénomination : Pure Finance Company
Adresse : 94 Quai Charles de Gaulle 69006 LYON
N° de gestion : 2020B00405
N° d'identification : 878681550
N° de dépôt : A2020/001921
Date du dépôt : 15/01/2020
Pièce : Attestation de dépôt des fonds du 28/11/2019 BANQ



5409096



5409096

Augmentation de capital de S.A.S

Certificat de souscription et de versement délivré par la banque

La banque ci-après :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC SAINT HONORE GCE OUEST – 34 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS, inscrite sur la liste des banques françaises et autorisée en conséquence à être dépositaire
des fonds, conformément aux dispositions de l'article L. 225-146 du Code de commerce,

certifie par la présente,

que dans le cadre de l'augmentation de capital de la société Pure Finance Company, décidée aux
termes des décisions de l'associé unique (6^e décision) ce jour, une somme globale de deux cent mille
euros (200.000 €) représentant 100% des apports en numéraire, correspondant à un nominal de un
euro (1€), a été versée en compte spécial :

FR76 3006 6109 4900 0201 3610 344 ouvert au nom de la société :

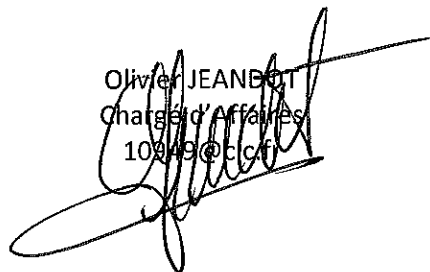
Pure Finance Company, dont le siège social est situé 28 rue Bayard 75008 Paris, et
immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 878 681 550,

et que les bulletins de souscription correspondant à cette augmentation de capital lui ont été
présentés.

Le présente certificat est établi pour servir et faire valoir ce que de droit

Le 28 novembre 2019

Oliver JEANBOIT
Chargé d'Affaires
10849@cic.fr



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2020/001921

Dénomination : Pure Finance Company
Adresse : 94 Quai Charles de Gaulle 69006 LYON
N° de gestion : 2020B00405
N° d'identification : 878681550
N° de dépôt : A2020/001921
Date du dépôt : 15/01/2020
Pièce : Statuts mis à jour du 28/11/2019 STMJ



5409095

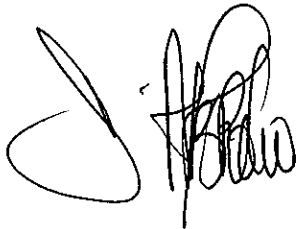


5409095

Pure Finance Company
Société par actions simplifiée en formation au capital de 27.611.985 euros
Siège social : 94 quai Charles de Gaulle – 69006 Lyon
878 681 550 RCS Lyon
(la « Société »)

STATUTS

Certifiés conformes



Le Président

*Statuts mis à jour suite aux décisions
de l'Associé unique en date du 28 novembre 2019*

Dans les présents statuts et leurs annexes (les « **Statuts** »), les termes commençant par une majuscule ont le sens qui leur est attribué à l'Annexe A. Les références aux articles, paragraphes et annexes, sans autre précision, renvoient à ceux des Statuts. L'usage du terme « y compris » ou « notamment » implique que l'énumération ou l'illustration qui le suit n'est en rien limitative ou exhaustive. Tout terme défini s'entend, selon le cas, du genre masculin et du genre féminin ainsi que du mode singulier ou du mode pluriel.

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 - Forme et origine

La Société est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions applicables du Code de commerce, notamment par ses articles L. 227-1 à L. 227-20 ainsi que par les présents statuts.

Il est expressément précisé que la Société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, compter un seul ou plusieurs associés personnes physiques ou personnes morales.

Article 2 - Objet social

La Société a pour objet, en France ou à l'étranger :

- l'acquisition directe ou indirecte d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés, civiles ou commerciales, entreprises industrielles, financières ou immobilières, française ou étrangères, sous quelque forme que ce soit ou dans tous groupements d'intérêt économique, et en particulier par le biais d'apports, de souscription ou acquisition de tout titre, actions parts sociales, obligations ou autres droits sociaux,
- la gestion de toute participation ou intérêt indirect qu'elle puisse posséder dans toute société française ou étrangère ou tout groupement d'intérêt économique,
- la participation directe ou indirecte à toute opération ou entreprise à caractère commercial ou industriel,
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement,
- l'obtention de tous emprunts nécessaires au financement des opérations ainsi définies, de toutes cautions, avec ou sans garantie hypothécaire, et la constitution de toutes sûretés nécessaires en vue de l'octroi d'un financement accordé à la société ou d'un financement dans l'intérêt commun de la société et des sociétés appartenant au même groupe que la Société,
- conformément aux dispositions de l'article L. 511-7 du Code monétaire et financier, procéder à des opérations de trésorerie (prêt, avance en compte courant, cautionnement

etc..) avec des sociétés ayant avec elle, directement ou indirectement, des liens de capital conférant à l'une des sociétés liées un pouvoir de contrôle effectif sur les autres,

- toutes prestations notamment à ses filiales en matière notamment d'assistance commerciale, technique, comptable, financière, juridique, immobilière et/ou administrative en particulier d'assurer leur administration, leur contrôle et leur développement,

et, généralement, faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou susceptibles de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est : **Pure Finance Company**

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est situé 94 quai Charles de Gaulle 69006 Lyon.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du président, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf décision de dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL – ACTIONS

Article 6 - Apports - Capital social

6.1 Apports

Les apports à la Société peuvent être effectués en nature ou en numéraire. La libération des apports en numéraire peut se faire soit par versement en espèces ou assimilés, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

Il a été fait à la Société, à sa constitution, un apport en numéraire d'un montant total d'un (1) euro rémunéré par une (1) action d'une valeur nominale d'un (1) euro.

Par décisions de l'associé unique en date du 28 novembre 2019, le capital social a été augmenté :

- d'un montant de 27.411.984 euros par émission de 27.411.984 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, en rémunération d'apports en nature ; et
- d'un montant de 200.000 euros par émission de 200.000 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, intégralement souscrites et libérées par versement d'espèces.

6.2 Capital

Le capital social est fixé à la somme de vingt-sept millions six cent onze mille neuf cent quatre-vingt-cinq (27.611.985) euros, divisé en vingt-sept millions six cent onze mille neuf cent quatre-vingt-cinq (27.611.985) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro chacune, intégralement libérées.

Article 7 - Modification du capital social

Le capital social de la Société peut être augmenté, amorti ou réduit, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 8 - Libération des actions

Les Actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription en cas d'augmentation du capital et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du Président, dans un délai maximum de cinq (5) ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Article 9 - Titres - Attestation d'inscription

Les actions ont la forme nominative.

Les attestations d'inscription en compte des actions sont valablement signées par le président ou toute autre personne ayant reçu délégation du président à cet effet.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à tout Associé qui en fait la demande.

Article 10 - Cession des actions

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire. Si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf exception statutaire.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 12 - Direction de la Société

12.1 Président

La Société est dirigée et administrée par un président personne morale ou personne physique. Le président est nommé, avec ou sans limitation de durée, par décision collective des associés. Le mandat du président est renouvelable par décision collective des associés.

Les fonctions du président cessent par l'arrivée du terme du mandat, le cas échéant, par sa démission, par sa révocation (sans indemnité ni motif) par décision collective des associés, par sa mise en redressement ou liquidation judiciaire ou en liquidation amiable.

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions de la collectivité des associés. A titre d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, les pouvoirs du président peuvent être limités par décision des associés.

Les dirigeants de la personne morale exerçant les fonctions de président sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président peut déléguer, sous sa responsabilité, ses pouvoirs à tout mandataire de son choix, et en particulier à tout salarié de la personne morale remplissant les fonctions de président de la Société.

Le président pourra percevoir au titre de ses fonctions une rémunération laquelle est alors déterminée par décision collective des associés.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité social et économique (ou du comité d'entreprise), s'il en existe, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail.

Pour l'application des règles concernant les sociétés anonymes qui restent applicables aux sociétés par actions simplifiées, y compris celles relevant du Code du travail, et notamment celles concernant le comité d'entreprise, il est ici précisé que les attributions du conseil d'administration ou de son président sont exercées par le président de la Société.

12.2 Directeurs généraux

Le président pourra être assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, nommés par décision collective des associés. Un directeur général est révocable à tout moment (sans indemnité ni motif) par décision collective des associés.

Les directeurs généraux représentent la Société à l'égard des tiers. Ils sont investis, concurremment avec le président des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions des associés. A titre d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, les pouvoirs des directeurs généraux peuvent être limités par décision des associés.

Les directeurs généraux pourront percevoir au titre de leurs fonctions une rémunération laquelle est alors déterminée par décision collective des associés.

Les directeurs généraux peuvent déléguer, sous leur responsabilité, leurs pouvoirs à tout mandataire de leur choix.

Tous les actes et engagements concernant la Société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le président, un directeur général ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

12.3 Directeurs généraux délégués

Le président et le directeur général seront assistés dans leurs fonctions par un directeur général délégué, nommé par décision collective des associés statuant à la majorité simple. Le directeur général délégué est révocable à tout moment (sans indemnité ni motif) par décision collective des associés prise à la majorité simple.

Le directeur général délégué représente la Société à l'égard des tiers. Il dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions des associés. A titre d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, les pouvoirs des directeurs généraux délégués peuvent être limités par décision des associés.

Les directeurs généraux délégués pourront percevoir au titre de leurs fonctions une rémunération laquelle est alors déterminée par décision collective des associés.

TITRE IV

CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 13 - Conventions entre la Société, le président ou ses dirigeants

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président de la Société, présente aux associés un rapport sur les conventions autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport et approuvent les conventions visées ci-dessus dans les conditions de l'article 15.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions, des

conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Article 14 - Commissaire aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et, le cas échéant, suppléants sont nommés par décisions collectives des associés. Dans ce cas, ils exercent leur mission conformément aux dispositions du Code de commerce.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 15 - Décisions collectives des associés

Les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du président ou à l'initiative de tout associé et du commissaire aux comptes.

Les décisions collectives des associés sont prises par consultations écrites, en assemblées, ou résultent du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Tous moyens de communication, notamment télex, télécopies, courriers électroniques, peuvent être utilisés pour les consultations écrites.

Sont obligatoirement soumises à la décision collective des associés :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social,
- la nomination et la révocation du président et des directeurs généraux, et le cas échéant, la fixation de leur rémunération,
- la nomination des commissaires aux comptes,
- l'extension ou la modification de l'objet social,
- l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital,
- la fusion, la scission de la Société ou les apports partiels d'actifs,
- la prorogation de la durée de la Société,
- la transformation de la Société,
- la dissolution de la Société,
- et plus généralement, toute décision ayant pour effet de modifier, directement ou indirectement les statuts de la Société.

L'assemblée est convoquée, huit (8) jours au moins avant la date de la réunion, par le président ou tout associé, par tous moyens, en mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour. Toutefois, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, sous réserve du droit à l'information préalable du commissaire aux comptes. Le président ou l'associé qui a convoqué l'assemblée, adresse aux associés les documents nécessaires à leur information.

L'assemblée est présidée par le président de la Société ; à défaut elle élit son président. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance.

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information, sont adressés à chacun des associés, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de leur réception pour faire connaître leur décision par tous moyens ; à défaut de réponse, ils sont considérés comme s'étant abstenus. La consultation est relatée dans un procès-verbal établi par le président et auxquels sont annexés, le cas échéant, les réponses des associés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire.

Sous réserve des décisions prises par consentement unanime des associés conformément aux dispositions de l'article L. 227-19 du Code de commerce qui exige que l'adoption ou la modification de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions ou à l'exclusion d'un associé soit décidée à l'unanimité des associés, et sous réserve des dispositions des présents statuts, les décisions collectives sont prises à la majorité des voix, étant précisé que pour les assemblées, il s'agit des voix des associés présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent. Pour toute assemblée le quorum est atteint dès lors qu'une majorité d'associés assiste personnellement ou par mandataire à l'assemblée.

Article 16 - Associé unique

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les présents statuts.

Article 17 - Consignation des décisions collectives des associés

Les décisions prises par le président, les procès-verbaux établis à la suite de consultations écrites ou d'assemblées d'associés, les actes sous seing privé constituant une décision collective des associés, sont consignés dans un registre, auquel peuvent être annexés les documents approuvés, sous la responsabilité du président.

Les copies ou extraits des décisions des associés sont valablement certifiés conformes par le président ou par toute personne habilitée à cet effet par ce dernier.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 18 – Droit de communication et d'information des associés

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président de la Société, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent huit (8) jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, le cas échéant, du rapport du président de la Société ou des rapports des commissaires aux comptes, du tableau des résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire : des frais de copie

peuvent être réclamés par la Société. Il appartient au comité de surveillance ou au président convoquant les associés d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

TITRE VI

COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS

Article 19 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier d'une année et se termine le 31 décembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 20 - Comptes annuels

La Société tient une comptabilité à jour de ses activités selon les règles comptables et légales en vigueur. A la fin de chaque exercice fiscal, le Président clôture les comptes et prépare le bilan, le compte de résultat et l'annexe aux comptes annuels, le cas échéant un rapport de gestion destinés à la collectivité des Associés, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les comptes de l'exercice sont soumis chaque année à l'approbation de l'associé unique ou le cas échéant, de la collectivité des associés qui décide de l'affectation des résultats conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 21 - Répartition du bénéfice

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il doit reprendre son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de cette proportion.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, les associés ont la faculté de prélever les sommes qu'ils jugent à propos de fixer pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou pour les reporter à nouveau, le tout dans la proportion qu'il détermine. Le solde, s'il en existe un, est réparti également entre toutes les actions à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 22 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée de la Société peut être prononcée par décision collective à tout moment.

Article 23 - Liquidation

Hormis les cas de fusion, de scission ou de dissolution par réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

La décision collective des Associés, dans les conditions de l'article 15 ci-dessus, règle le mode de liquidation, nomme le ou les liquidateurs et fixe leurs pouvoirs. La nomination du ou des liquidateurs met fin à celle du Président et, le cas échéant à celles des commissaires aux comptes.

Les associés peuvent toujours révoquer et remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre les pouvoirs.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôts des fonds.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

Les associés sont consultés aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige (sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L. 237-23 et suivants du Code de commerce) et, en tout état de cause, en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

Article 24 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés ou la Société et la direction générale, pendant la durée de la Société, sont soumises aux tribunaux compétents du siège social.